

LONGVIC

« Ouvrir le quartier » de la cité Valentin pour limiter l'insécurité

Mardi 14 septembre, à l'occasion d'une visite de quartier, José Almeida, maire (PS) de Longvic, a présenté aux résidents de la cité Valentin le déroulé de la future rénovation du site, et l'esprit de cette réhabilitation. L'élue souhaite notamment ouvrir le quartier pour régler les problèmes de sécurité.

La cité Valentin, sinistrée depuis le départ des militaires à la suite de la fermeture de la BA 102 en 2016, va faire l'objet, durant cinq ans, d'une vaste réhabilitation.

Devant les habitants, mardi 14 septembre, José Almeida a rappelé que la première étape avait été franchie, puisque la Ville « a intégré une instance, la Splaad (Société publique locale d'aménagement de l'agglomération dijonnaise, ndlr), pour lui confier l'aménagement du quartier (lire notre édition du 16 décembre 2020) ».

« Vous faites partie du centre-ville »

« Par ailleurs », a poursuivi le maire, « le conseil citoyen de la commune a été convoqué en juillet pour que le projet se monte en fonction de ce que vous allez dire ».

José Almeida a ensuite présenté ce qu'il considère comme une priorité : « Vous faites partie du centre-ville », a-t-il martelé à plusieurs reprises en direction des habitants. « Alors, ce que nous voulons, c'est ouvrir le quartier, pour qu'il y ait des connexions avec le centre-ville. » Ce désenclavement est pour José Almeida la solution principale pour régler les problèmes d'insécurité



Lors de sa visite, le maire José Almeida a insisté sur la place de la cité Valentin au centre-ville. Photo LBP/J.C. G.

rité au quotidien dans la cité. Autre point qui sera entièrement repensé dans la réhabilitation du quartier : les entrées et sorties de la cité, qui ne sont pas actuellement ni vraiment lisibles ni sécurisées. Du reste, le temps de sa visite, le maire a pu constater que des véhicules franchissaient les sens interdits pour accéder à la route de Dijon.

Peut-être des gendarmes... Des caméras annoncées

À l'emplacement des chalets occupés jadis par les militaires, fermés ou murés depuis 2016, c'est un projet de maisons pour les seniors qui verra le jour, pour favoriser les échanges intergénérationnels. Deux immeubles aujourd'hui murés eux aussi, seront également détruits, ainsi que l'école Valentin, d'ici deux ans. Ces démolitions laisseront place à de nouvelles constructions, « des bâtiments de deux étages, pas plus ».

REPÈRES

■ Le calendrier de la réhabilitation de la cité Valentin

- **Octobre-novembre 2021** : deuxième convocation du conseil citoyen de la commune.
- **Fin 2021-début 2022** : phases de concertation avec les habitants de la cité Valentin. La municipalité souhaite rencontrer les résidents, peut-être sous forme de permanences.
- **Mars 2022** : réunion publique pour informer les habitants du projet retenu.
- **Fin 2022-début 2023** : début des travaux, qui vont durer pendant cinq ans.
- **2023-2028** : le maire s'engage à rencontrer les habitants une fois par an jusqu'à la fin de la réhabilitation

Ils hébergeront peut-être de nouveau des militaires : « Les cadres de l'école de gendarmerie ont répondu qu'ils étaient ouverts à s'installer dans ce quartier, ou un autre quartier de la ville », a affirmé José Almeida.

Les travaux ne débuteront pas avant fin 2022 (lire par ailleurs) mais le maire de Longvic précise

que « sans attendre le début des travaux », il a demandé à la Splaad de « sécuriser l'ancien centre aéré du quartier, ou peut-être de le démolir, car la rue Colonel-Fonck est une priorité ». Il annonce également « l'an prochain » l'installation de caméras de vidéoprotection dans la cité.

Céline GILLOT (CLP)

LONGVIC

À la vue des policiers, il prend la fuite à pied

Vendredi, peu avant 16 heures, à Longvic, les motards de la police repèrent un individu qui se gare au volant d'une Audi RS3. La veille, le mis en cause, un jeune homme de 23 ans qui habite la région parisienne mais possède toujours une adresse en Côte-d'Or, a fait l'objet d'une interdiction de paraître dans le département dans le cadre d'un trafic de stupéfiants. Quand les motards approchent, il décide de prendre la fuite... à pied. Un premier policier le rattrape et lui demande de s'arrêter, mais il continue. Avant qu'un second ne réussisse à l'interpeller rue Barbusse. Malgré le refus de coopérer du jeune homme, les forces de l'ordre parviennent finalement à le menotter. Présenté à un juge d'instruction samedi, puis à un juge des libertés et de la détention pendant près d'une heure et demie, il est reparti avec un contrôle judiciaire plus strict.

CHENÔVE

Violation du contrôle judiciaire et usage de stupéfiants

Vendredi, à 21 h 45, les forces de l'ordre ont interpellé un jeune homme de 20 ans résidant à Marsannay-la-Côte qui fumait du cannabis à l'arrière d'une voiture. Contrôlé avec un gramme d'herbe sur lui, il faisait l'objet d'une interdiction de paraître dans la commune de Chenôve, où il a été arrêté. Pour usage de stupéfiants, une ordonnance pénale a été ouverte. Il sera présenté à un juge de l'application des peines pour le non-respect de son contrôle judiciaire.

QUETIGNY

Le chantier d'insertion Pré Vert propose désormais ses légumes bio au grand public

Jusqu'alors réservée aux adhérents sous forme de paniers de saison, la production de légumes bio du chantier d'insertion de la Croix-Rouge Pré Vert, basé à Quetigny, est maintenant proposée en vente directe chaque mercredi au grand public.

Tomates, poivrons, patates douces, maïs, radis oignons, carottes, courges, navets et bien d'autres légumes encore cultivés en bio sont à découvrir à l'étalage du chantier d'insertion Pré Vert qui s'ouvre désormais chaque mercredi, de midi à 16 heures, face au centre équestre du boulevard de la Croix-Saint-Martin, juste avant l'entrée de la déchèterie.

Trois hectares exploités

Installé proche des jardins familiaux depuis 1998, ce chantier



Le public peut venir s'approvisionner chaque mercredi. Photo LBP/J.-F. D.

d'insertion par l'activité économique, qui accompagne des personnes en situation de vulnérabilité, était initialement porté par la Croix-Rouge française. Il a été repris depuis le 1er janvier dernier par sa filiale Croix-Rouge Insertion. « Nos salariés cultivent deux hectares en pleine terre à Couternon et un hectare

dont une partie sous serre à Quetigny. Leur contrat d'insertion est limité à deux ans » précise Mathieu Dascola, l'un des encadrants de l'activité.

Redonner les moyens d'avoir le sourire à ceux qui l'ont plus, telle est la devise des lieux. « J'ai 31 ans, je viens du Burkina Faso, en Afrique de l'ouest. Je me suis

EN CHIFFRES

Le chantier d'insertion Pré Vert, c'est :

- 40 salariés accompagnés par an.
- 480 m² de serres mobiles.
- 47 tonnes de légumes produits par an.
- 4 500 paniers bios livrés par an.

marié en 2012. L'ethnie à laquelle j'appartiens fait des choses pas belles. Ma femme a été excisée. Les accouchements sont difficiles. Le seul moyen pour protéger notre fille est l'Europe. Nous sommes arrivés par l'Italie. Notre demande d'asile a été accordée en France pour dix ans. Je dois obtenir le certificat pour la langue », témoigne Amadou Mandré.

Pour sa part, Hassan est sorti du chantier après avoir obtenu

un CDI en entreprise. « Je suis devenu peintre en bâtiment et j'aime aussi la maçonnerie, mais pas la formation », témoigne l'intéressé. « Hassan est notre fierté. Il est resté dix-huit mois parmi nous », enchérit Karine Matry, directrice de l'établissement.

La logistique, une nouvelle activité

Installé depuis peu dans une partie des anciens locaux Thompson à Genlis, Pré Vert forme aussi à la logistique. « J'ai moi-même passé treize ans dans cette activité. J'ai un carnet d'adresses dont nos salariés pourront profiter », confirme Sidi Bekkali, qui a libéré son poste dans le privé pour intégrer la nouvelle activité depuis le 1er septembre.

Jean-François DUMAND (CLP)

Vente directe de légumes bio chaque mercredi, de midi à 16 heures, sur place, boulevard de la Croix-Saint-Martin.